

CARLOS LOPES, ÉCONOMISTE ET PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DU CAP :

«Les Africains n'iront pas à Bruxelles en victimes ni en enfants naïfs»

Le sixième sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine se tiendra les 17 et 18 février 2022 à Bruxelles. Carlos Lopes s'exprime sur les relations entre l'Union africaine et l'Union européenne. Il est économiste et professeur à l'Université du Cap.

Les questions sécuritaires, liées au départ annoncé des forces françaises du Mali, devraient être au menu du sommet. Mais il y aura aussi un important volet économique avec l'annonce d'investissements européens sur le continent.

● **Qu'attendez-vous du sixième sommet Union européenne-Union africaine qui aura lieu demain et vendredi à Bruxelles?**

J'attends une déclaration qui sera bonne pour les deux parties et qui engendrera un processus de négociation de continent à continent avec une gouvernance plus claire, avec une certaine transparence dans les prises de positions qui, jusqu'à maintenant, ont tendance à être un peu unilatérales.

● **Et que répondez-vous à certains Africains qui se plaignent d'être infantilisés par les Européens?**

C'est vrai qu'il y a dans la relation entre l'Europe et l'Afrique, beaucoup de prises de positions malencontreuses de la part des Européens. Je pense que cette insistance à vouloir mettre les Africains sous une espèce de pression par rapport à qui doit être le partenaire de choix, si c'est la Chine, l'Europe, la Russie ou les États-Unis, ne fait pas sens. Les pays africains ne sont pas des enfants, ils savent ce qu'ils veulent. Donc, comme tout pays, ce sont les intérêts qui sont les plus importants et donc tous les partenariats sont les bienvenus. Et même s'il y a une histoire profonde avec l'Europe, nous ne pouvons pas dire que c'est une histoire seulement de faits positifs, loin de là. Donc, il faut garder à l'esprit que les États africains ont maintenant plus de choix et c'est mieux pour tout le monde. Et parmi ces choix qui s'offrent aux Africains, il y a la Russie. Un choix qui ne plaît pas apparemment aux Européens, aux Occidentaux. Je pense que la question



de la Russie concerne plutôt la France et un certain nombre de pays, pas l'ensemble de la communauté européenne. Et c'est plutôt centré sur des questions de géopolitique sécuritaire et moins du point de vue économique, même s'il y a aussi des intérêts économiques derrière.

● **Est-ce que vous pensez que l'Europe a soutenu sincèrement et franchement le continent africain dans le cadre de la lutte contre la Covid-19?**

C'est clair que cette solidarité qui a été proclamée par les Européens n'était pas tout à fait ce qu'on disait. D'abord parce qu'il y a une reprogrammation de l'argent qui était déjà alloué à des projets de développement pour pouvoir acheter des vaccins qui sont achetés à des entreprises pharmaceutiques qui ne sont

pas, bien sûr, africaines, à des prix qui sont absolument scandaleux, avec des justifications commerciales qui ne font pas de sens. Et c'est la même Europe qui n'a pas jusqu'à maintenant pas accepté le principe de la tolérance pour que les brevets des vaccins puissent être utilisés pour lutter contre une pandémie.

● **La paix et la sécurité vont occuper une place de choix au cours de ce sommet de Bruxelles. Est-ce qu'il ne faut pas reconnaître franchement, Carlos Lopes, que ces deux domaines ont connu tout de même des avancées dans les relations entre l'UE et l'Union africaine?**

Ce que nous savons, c'est que jusqu'à maintenant, dans les quatre domaines qui sont les plus importants pour la relation

continent-continent - c'est à dire paix, sécurité, immigration, changement climatique et surtout commerce... dans ces quatre domaines, celui qui a avancé le plus et qui avait plus de solidité, c'était le pilier paix et sécurité, parce qu'il y a une architecture de paix et sécurité africaine que les Européens soutenaient à fond. On voit avec un certain désarroi qu'il y a un rétropédalage dans ce domaine maintenant avec une architecture européenne de sécurité.

On est en train d'enlever la participation dans la prise de décision de la part des Africains et les décisions sur les questions de paix et sécurité vont être prises unilatéralement par les Européens en consultation, mais pas, disons, avec les mêmes schémas de gouvernance. On est en train de régresser plutôt que de progresser dans un domaine qui est

crucial et qui, comme nous savons, est en train de créer des difficultés nouvelles sur le continent africain.

● **Les relations entre la France et le Mali se sont considérablement détériorées ces derniers temps. Conséquence: un éventuel retrait des forces militaires françaises de l'opération Barkhane du Mali. Quelle est votre réaction?**

Je ne veux pas vraiment défendre des coups d'État et des régimes qui sont basés sur des coups d'État, il ne faut pas l'oublier. Par contre, je pense que la lutte contre le djihadisme qui résulte de la débâcle de la Libye qui a été provoquée en grande partie par une mauvaise intervention de la part des pays occidentaux, surtout des pays européens, est encore en train de produire des effets collatéraux gigantesques dans l'ensemble du Sahel et jusqu'à la Corne de l'Afrique. A mon avis, ce qu'il faut, c'est vraiment repenser l'architecture de paix et de sécurité pour qu'on puisse avoir des réponses qui sont plus intégrées et qui tiennent compte des facteurs structurels, comme par exemple le fait que des communautés pastorales sont des communautés qui ont beaucoup de difficultés à intégrer l'économie moderne. L'absence de l'État dans ces contrées lointaines provoque, disons, une lutte pour la survie qui permet à toute forme de trafics illicites, mais aussi à des mouvements identitaires basés sur le djihadisme de progresser, donc je ne pense pas que les réponses actuelles répondent à ce problème structurel.

R.I./avec DW

ENJEUX ÉCONOMIQUES, POLITIQUES ET SÉCURITAIRES EN ARRIÈRE-PLAN Un curieux Sommet Europe-Afrique à Bruxelles sans le Mali



La présidente de la Commission Ursula von der Leyen est à Dakar. Une visite avant le sommet UE-UA qui va se tenir à Bruxelles sans le Mali. Un sommet où non seulement le Mali, mais aussi les deux autres États de la région dirigés par des militaires putschistes, la Guinée et le Burkina Faso, ne seront pas présents. Tous ayant été suspendus par

l'Union africaine. « Le Mali n'ira pas à Bruxelles, tout comme les autres pays suspendus par l'Union africaine », a confirmé Fafre Camara, l'ambassadeur du Mali auprès de l'Union africaine. Bruxelles, qui rappelle que c'est l'Union africaine qui dresse la liste des États africains invités, avait sanctionné le 4 février le Premier ministre malien Choguel Maïga et quatre membres de la junte.

LES ENJEUX ÉCONOMIQUES ENTRE L'UE ET L'UA

Le Mali, mais aussi les deux autres États de la région dirigés par des militaires putschistes, la Guinée et le Burkina Faso, suspendus par l'Union africaine. Le Mali, mais aussi les deux autres États de la région dirigés par des militaires putschistes, la Guinée et le Burkina Faso, suspendus par l'Union africaine. Les questions de la stabilité politique, de la

présence des armées européennes dans le Sahel et de celle du groupe paramilitaire russe Wagner devraient donc être au cœur des discussions. Par ailleurs, il y a les enjeux économiques qu'il ne faut pas oublier : l'objectif est de « lancer un ambitieux paquet d'investissements Afrique-Europe en tenant compte des défis tels que le changement climatique et la crise sanitaire actuelle », affirme-t-on au Conseil européen.

Des investissements devraient donc être annoncés lors de la rencontre. Ceci alors que l'UE reste le premier partenaire multilatéral du continent avec des échanges commerciaux qui ont augmenté de 20 % pour atteindre plus de 200 milliards entre 2016 et 2020. Européens et Africains souhaitent par ailleurs renforcer leur partenariat dans la lutte contre la Covid-19 et contre le changement climatique.

R.I./avec agences